

Etude relative à la formulation d'un programme d'actions détaillé de développement de la filière lait au sein de l'UEMOA

Annexe 5 : Rapport Mali

Christian CORNIAUX



Avertissement

Ce rapport constitue l'annexe 5 du rapport définitif de l'étude relative à l'élaboration d'un plan de développement détaillé de la filière lait en zone UEMOA. Cette étude a été réalisée par le Centre coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) à la demande du Département du Développement Rural, des Ressources Naturelles et de l'Environnement (DDRE) de la Commission de l'UEMOA.

Les résultats de ce travail sont basés sur une revue bibliographique ainsi que sur des visites de terrain conduites auprès des autorités publiques et des acteurs de la filière. Les visites ont eu lieu lors d'une mission circulaire qui s'est déroulée entre le 10 novembre et le 10 décembre 2012 dans les 8 pays de l'Union.

La présente annexe 5 du rapport, qui constitue le rapport-pays « Mali », a été rédigée par Christian Corniaux. L'auteur adresse ses sincères remerciements à toutes les personnes qui l'ont aidé et ont facilité cette mission, en particulier :

- à la DNPIA : Dr Bouréma CISSE
- au Prodevalait : Yaya KONATE
- à MaliLait : M. THIOYE
- à Eurolait : François GIRAUD
- à Cab Demeso : Moussa DIABATE
- à ICD : Yacouba SANGARE
- à VSF-Belgique : Denis RIPOCHE
- à la DRPIA de Sikasso : Moussa BALLO
- dans les laiteries : Personnels et appui technique de la laiterie de Ouélessébougou
- à l'IER : Dr Bara OUOLOGUEM

Les idées et opinions exprimées dans le présent rapport sont celles de l'auteur, et n'engagent pas ni le CIRAD ni la Commission de l'UEMOA.

Photo de couverture : Elevage péri-urbain de Bamako / Kiosque à Bamako, clichés C. Corniaux



Département Environnement et Sociétés
UMR SELMET

Systèmes d'élevage méditerranéens et tropicaux

CIRAD, Campus de Baillarguet

34 398 Montpellier Cedex 05, France

Tel : (33) 4 67 59 38 63 - E-mail : dir-selmet@cirad.fr

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	5
ETAT DU SECTEUR LAITIER	6
1. PLACE DANS LE PIB AGRICOLE NATIONAL	6
2. TYPOLOGIE DES SYSTEMES DE PRODUCTION	6
3. DESCRIPTION DES DIFFERENTES SOUS-FILIERES	11
4. MODE DE CONSOMMATION ET IMPORTANCE DU LAIT DANS LES REGIMES ALIMENTAIRES	14
5. SYNTHESE	16
STATISTIQUES NATIONALES SUR LA FILIERE LAITIERE	17
1. DONNEES REGIONALES SUR L'ELEVAGE AU MALI	17
2. PRODUCTION DE LAIT	20
3. IMPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS	21
4. CONSOMMATION DE PRODUITS LAITIERS	22
5. PRIX A LA CONSOMMATION ET A LA PRODUCTION	24
6. EN RESUME : LE MARCHE DU LAIT AU MALI	24
POLITIQUES, PROJETS ET STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR LAITIER	26
1. LE LAIT DANS LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT GLOBAL	26
2. PROJETS EN COURS	26
3. LES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES	30
CONCLUSION	31
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	32
ANNEXE	35

SIGLES ET ACRONYMES

AVSF	Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CILSS	Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
CIRAD	Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
CIDR :	Centre International de Développement et de Recherche
CNPI	Centre National de Promotion des Industries
COLAIBA	Coopérative Laitière de Bamako
CSRS	Centre Suisse de Recherches Scientifiques
DNPIA	Direction Nationale de la Production et des Industries Animales
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
FENALAIT	Fédération Nationale des producteurs de Lait
IA	Insémination Artificielle
ICD	Initiatives – Conseils – Développement
IER	Institut d'Economie Rurale
LCV :	Laboratoire Central Vétérinaire.
OMBEVI	Observatoire Malien du Bétail et de la Viande
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAFLAPUM	Projet d'Appui à la Filière Périurbaine du Mali
PRODEVALAIT	Projet de Développement et de Valorisation de la filière Lait
SOLAIMA	Société des Laiteries du Mali
UAB	Unité Aliment Bétail
UEMOA	Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest
VSF	Vétérinaires Sans Frontières

Introduction

Ce rapport **Mali** constitue l'un des huit documents nationaux servant de base à « l'Etude relative à la formulation du programme d'actions détaillé de développement de la **filière lait en zone UEMOA** » (Duteurtre et al, 2013). Financée par l'UEMOA, cette étude s'articule autour de deux principales activités :

- Le diagnostic des filières laitières dans la zone UEMOA ;
- La programmation des actions et des investissements.

Ce présent travail s'intègre dans la première activité. A l'échelle du Mali, l'objectif est d'actualiser les données et les informations relatives :

- aux statistiques sur l'élevage et sur les filières laitières (production, importations, consommation) ;
- aux projets et aux investissements en cours ;
- aux politiques publiques à l'œuvre.

En cohérence avec la méthodologie générale adoptée, l'auteur **privilégie une entrée par le marché**. La mission de terrain s'enrichit des nombreux écrits disponibles. Deux références bibliographiques, qui décrivent avec précision le paysage laitier malien et sa dynamique, sont particulièrement utilisées : Bonfoh et al. (2005) et Ouologuem et al (2008). Ce présent rapport permet d'actualiser les données et de présenter les récentes évolutions.

Etat du secteur laitier

1. Place dans le PIB agricole national

Au Mali, l'agriculture joue un rôle prépondérant dans la formation du PIB national. Près de 80 % de la population malienne vivent en milieu rural et tirent l'essentiel de leurs revenus et de leur alimentation de ce secteur. L'élevage, pour sa part, contribue pour environ 15 % au PIB du pays et 44 % au PIB agricole (OCDE, 2008). La contribution de l'élevage pourrait d'ailleurs être revue à la hausse si la valeur de la traction animale et la fumure animale était comptabilisée (Alary et al, 2011). Sur le plan économique, le secteur y occupe la troisième place après l'or et le coton avec un apport aux recettes d'exportation évalué à près de 50 milliards FCFA en 2012 (exportation d'environ 200 000 têtes de bovins, de moutons et cuirs et peaux) soit environ 20 % des exportations totales.

Malgré le potentiel laitier mobilisable sur l'ensemble du cheptel et les politiques et stratégies en faveur de la promotion de la filière laitière, le pays reste un des plus gros importateurs de produits laitiers pour satisfaire les besoins de consommation. Les importations représenteraient plus de 15 milliards Fcfa (DNS, 2010) qui pèsent lourd sur la balance commerciale. Le lait est le troisième produit agro-alimentaire le plus importé au Mali.

2. Typologie des systèmes de production

Il n'existe pas d'élevages laitiers à proprement parler au Mali. Toutefois on note une dynamique dans cette spéculation qui est amorcée avec l'appui des projets, des services techniques et l'implication des promoteurs privés. La production laitière est réalisée dans des systèmes d'exploitation dont l'organisation permet une certaine valorisation de l'ensemble des ressources de l'élevage et de l'agriculture tout en minimisant les risques. L'exploitation du cheptel est pratiquée selon trois grands systèmes (périurbain, agropastoral et pastoral) (Bonfoh, 2005).

- Système périurbain

Il comprend les sous-systèmes exploitant les opportunités de ressources urbaines et périurbaines pour la production. Autour des grandes villes du Mali, notamment Bamako, à côté d'exploitations traditionnelles (cf *infra*), il existe un mode singulier d'élevage : les concessions rurales. Ces concessions rurales sont détenues par des exploitants (commerçants, salariés, cadres de l'état), disposant de moyens financiers pour mener des activités agro-pastorales. L'élevage est composé d'animaux métissés avec des races améliorées. On note une timide introduction de cultures fourragères. La productivité et les charges sont supérieures aux autres systèmes d'élevage. Dans la perspective de l'intensification de la production laitière ce type d'élevage peut jouer un grand rôle. Les élevages périurbains sont des élevages semi intensifs avec une orientation laitière ou mixte (lait/viande).

- Système agro-pastoral (élevage sédentaire traditionnel)

Le système agropastoral concerne 23 % du territoire malien et mobilise 55 % des animaux (Bonfoh, 2005). Il est localisé dans la zone centrale et au sud du pays avec près de 43% du cheptel national. Le nombre de sédentaires a augmenté au cours des dernières décennies du fait des cycles de sécheresse. Le niveau de production est relativement faible et le lait produit est vendu dans les villages sur les lieux de collecte (marchés hebdomadaires) ou aux mini-laiteries quand elles existent.

Le système agropastoral contribue à hauteur de 10 à 50% du revenu des ménages et contribue à hauteur de 18 % dans le revenu des agro-pasteurs (CPS, 2003).

L'activité agricole est dominante. L'articulation des activités agricoles et d'élevage offre de bonnes perspectives pour le développement de la production laitière.

- Système pastoral (nomade et transhumant)

L'élevage mobile est commun dans toute la zone sahélienne. Il est pratiqué par des pasteurs peuls, maures et touaregs. Il comprend les bovins, les dromadaires et les petits ruminants. On estime à 9% le système pastoral pur et à 35% le système pastoral associé aux cultures irriguées du delta intérieur du Niger (Bonfoh, 2005).

La production de lait, comme aliment de base de la famille ou comme moyen de troc, est considérée comme un objectif important des systèmes transhumants. La gestion de la transhumance est organisée de façon à répartir les femelles laitières en lots avec des modes d'exploitation : le bendi, le tjipi et le dounti. Les systèmes pastoraux (nomades et transhumants) occupent 77 % du territoire national. Ils mobilisent 45 % du cheptel (en UBT) et fournissent 81 % du revenu des éleveurs (CPS, 2003). Ce type d'élevage est très efficace dans l'utilisation de l'espace (mobilité) et des ressources pastorales (eau et pâturages). Cependant il répond mal aux exigences d'intensification de la production laitière.

Pour la commercialisation des produits laitiers, seul le système péri-urbain connecté au marché est donc à considérer. Dans ce système Oualoguem et al (2008) distinguent 5 groupes : Traditionnel, Traditionnel laitier, Agropastoral extensif, Agropastoral Intensif et Laitier intensif.

Les principales caractéristiques de ces types sont données ci-dessous :

- Le type Traditionnel

Il est défini par :

- de faibles achats d'aliments concentrés
- l'absence d'animaux métissés
- une faible production laitière
- une faible proportion de lait vendu sur le lait trait
- la faible présence de main d'œuvre salariée permanente
- une faible surface cultivée par tête de bétail
- une faible proportion de vaches traites.

- Le type Traditionnel Laitier

Il se distingue du premier par :

- une distribution relativement importante d'aliments grossiers
- une production laitière importante
- une proportion de lait vendu importante
- une saisonnalité peu marquée dans la commercialisation de lait
- une proportion de vaches traites importante
- par contre l'achat de concentrés peut être variable.
- Le type agropastoral extensif

Il est caractérisé par :

- une faible distribution d'aliments grossiers
- de faibles achats d'aliments concentrés
- l'absence d'animaux métis
- une production laitière très faible
- une proportion de lait vendu très faible
- une saisonnalité marquée pour la vente de lait
- une surface cultivée par tête très élevée
- une faible proportion de vaches traites.
- Le type agropastoral intensif

Il se distingue du type précédent par :

- une distribution importante d'aliments grossiers
- de plus gros achats d'aliments concentrés
- une production laitière plus élevée
- une proportion de lait vendu très élevée
- une saisonnalité peu marquée dans la vente de lait
- la présence de salariés permanents (au moins un berger)
- une forte proportion de vaches traites.
- Le type laitier intensif

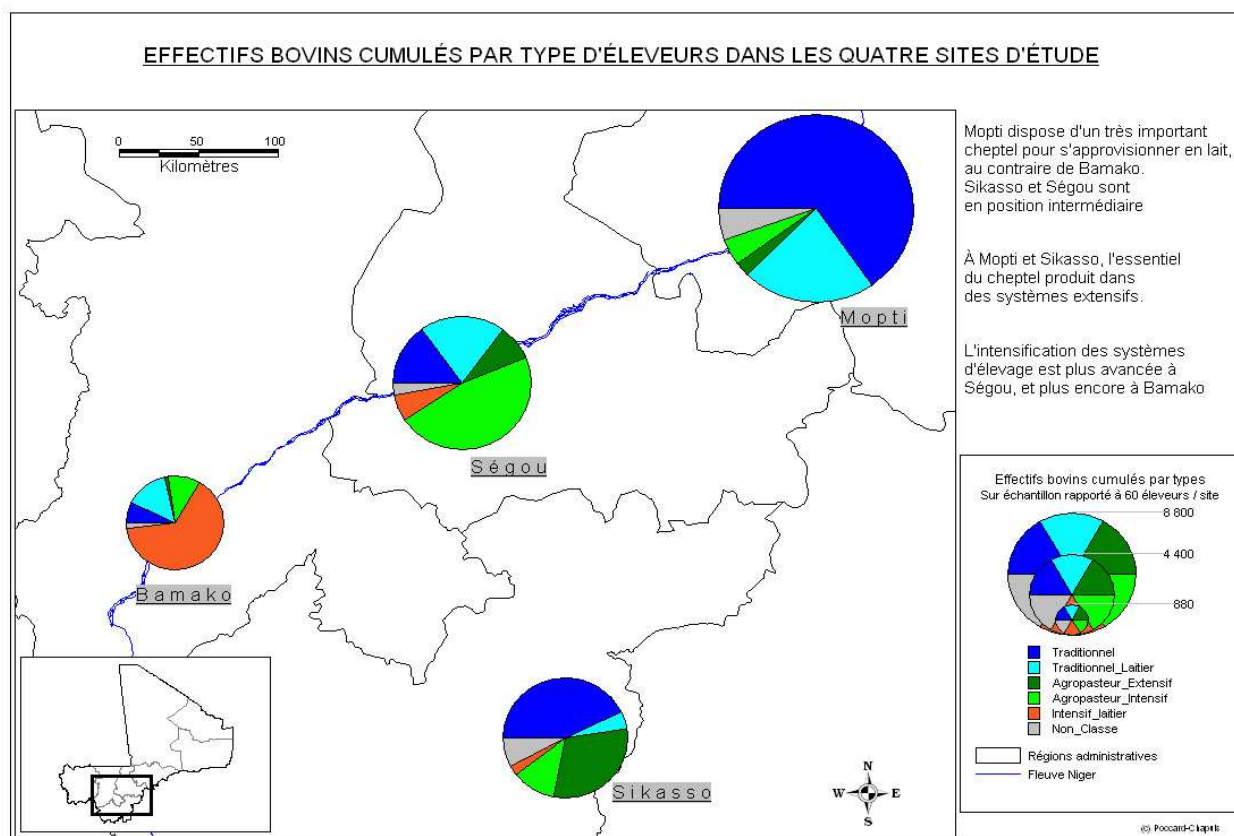
Ce type est caractérisé par :

- des achats de concentrés très élevés
- une forte proportion d'animaux métis
- une production laitière très élevée
- une proportion de lait vendu très forte
- une saisonnalité peu marquée pour la vente de lait
- de nombreux salariés permanents
- une forte proportion de vaches traites.

Ces cinq types ne sont pas répartis de la même façon selon les villes maliennes considérées. On notera notamment que le système « laitier intensif » se rencontre notamment autour de Bamako, dans les concessions rurales (tab 1 et carte 1).

Sites	Traditionnel	Traditionnel laitier	Agropastoral extensif	Agropastoral Intensif	Laitier Intensif	Non Classés	Total, %
Bamako	14	14	5	16	46	4	100
Mopti	67	13	6	11	0	4	100
Ségou	23	9	19	42	4	4	100
Sikasso	42	5	38	12	2	2	100
Moyenne	36	10	18	20	13	3	100

Tableau 1 : Répartition des types de producteurs laitiers périurbains (en %) (d'après Ouloguem, 2008)



Carte 1 : Répartition des types de producteurs laitiers périurbains (en %) (d'après Ouloguem, 2008)

3. Description des différentes sous-filières

- Les principaux acteurs

Après avoir décrit les producteurs, nous pouvons nous intéresser à 2 autres catégories d'acteurs : les collecteurs de lait et les transformateurs.

- Les collecteurs

Tableau 2 : Nombre d'acteurs de la filière lait pour 10 000 habitants. (d'après Corniaux, 2007)

	type d'acteurs	Bamako	Mopti	Ségou	Sikasso
Lait local	Collecteurs	0,3	1,6	3,2	3,1
	Vendeuses ambulantes	0,8	6,3	5,0	?
	Vendeuses fixes	0,8	47,8	4,9	5,8
Lait importé	Boutiquiers	25,3	40,1	34,9	48,5
	Cafetiers	1,8	5,2	6,6	10,8
	Etalagistes	?	?	2,2	2,5

Tableau 3 : Moyenne (et écart-type) des quantités vendues de produits laitiers par type d'acteurs et par ville (en l Eq lait/j) (d'après Corniaux, 2007)

	Type d'acteurs	Bamako	Mopti	Ségou	Sikasso
Lait local	Collecteurs	34,5	10,8	37,2	nd
		(13,6)	(12,6)	(18,6)	
	Vendeuses ambulantes	14,3	10,5	13,9	nd
		(11,4)	(5,7)	(7,8)	
	Vendeuses fixes	26,7	15,3	22,4	11,8
		(22,7)	(13,1)	(18,3)	(10,9)
Lait importé	Boutiquiers	49,3	77,8	61,3	56,2
		(67,2)	(44,9)	(11,4)	(21,9)
	Cafetiers	10,0	12,9	1,2	6,0
		(5,7)	(22,2)	(0,7)	(4,7)
	Etalagistes	nd	nd	2,2	2,5
				(1,9)	(3,1)

Trois principales catégories d'acteurs collectent et distribuent du lait produit dans la périphérie des villes : les vendeuses ambulantes ou fixes, les collecteurs à vélo ou en moto et les mini-laiteries. Pour les vendeuses et les collecteurs, il apparaît que leur présence sur le terrain est somme toute faible, de l'ordre de 2 à 6 pour 10 000 habitants dans les villes secondaires et moins de 1 dans la capitale (tableau 2). En outre, compte-tenu des modes d'approvisionnement, les quantités vendues sont limitées (tableau 3). Un cycliste et un motocycliste transportent respectivement moins de 30 et de 40 litres par voyage. Une vendeuse ambulante se déplace tout au plus avec 10 - 15 litres de lait dans sa calebasse ou son seau. Les vendeuses fixes commercialisent à peu près le double soit 20 à 30 litres. A titre de comparaison, les boutiquiers, beaucoup plus nombreux, commercialisent de 40 à 80 litres EL/jour de produits à base de lait en poudre.

Si les producteurs périurbains privilégient sans ambiguïté la vente de leur lait, les circuits commerciaux diffèrent selon les villes considérées (tableau 4). Ainsi, Bamako est particulièrement concerné par la vente aux laiteries. La vente directe est pratiquée dans toutes les villes, notamment à Mopti et à Bamako. Enfin, les éleveurs de Ségou sont des adeptes de la vente à des collecteurs.

Tableau 4 : Quantités moyennes de lait local selon sa destination (d'après Corniaux, 2007)

	Ville				
Données	Bamako	Mopti	Ségou	Sikasso	Total
Autoconsommation (l/an)	474	1499	1017	863	963
	(962)	(1267)	(1106)	(817)	(1106)
Berger (l/an)	490	258	439	366	388
	(441)	(727)	(330)	(294)	(482)
Laiterie (l/an)	4403	649	0	488	1371
	(9890)	(1993)	-	(1377)	(5325)
Vente directe (l/an)	3741	3592	1675	1173	2530
	(7403)	(3373)	(3345)	(4004)	(4923)
Collecteur (l/an)	1994	863	3476	1209	1887
	(4231)	(1614)	(4516)	(1949)	(3468)

Les chiffres entre parenthèses indiquent l'écart-type

- Les transformateurs

La transformation artisanale est commune. Des femmes, généralement, utilisent du lait local ou du lait en poudre pour le transformer en lait caillé ou en féné. Elles sont plusieurs milliers dans tout le Mali.

Le développement des minilaiteries a été très rapide depuis les années 1990. Il se concentre autour des villes ou des petits bourgs. La plupart utilisent du lait en poudre. On en dénombre environ 250 en 2012. Quelques dizaines collectent et transforment le lait local (annexe A). On en dénombrait une petite quarantaine en 2012 mais une vingtaine avait une réelle activité. Les 14 laiteries du Prodévalait (cf *infra*) n'étaient en effet pas encore inaugurées et la laiterie Danaya Nono de Koutiala avait stoppé sa production. Leur capacité de collecte reste limitée (au mieux quelques centaines de litres par jour).

Les laiteries industrielles sont basées à Bamako : MaliLait et Eurolait (YopLait et Candia). Les deux entreprises, qui fabriquent plus de 10 000 l de produits laitiers par jour, utilisent du lait local et du lait en poudre. Le lait local, minoritaire dans les volumes, est essentiellement gardé pour fabriquer les produits gras (fromage blanc, crème fraîche) pour un marché de niche à meilleure valorisation commerciale (Corniaux, 2012). A Bamako, plusieurs laiteries de taille plus modestes se sont développées (moins de 10 000 l/j). Elles utilisent exclusivement du lait en poudre pour fabriquer leur gamme de produits laitiers (Pinaud, 2007). On peut citer Harry Délices, Mam Cocktail Sarl¹ et Diary Lait.

Enfin, les entreprises qui reconditionnent le lait en poudre se sont développées à côté des gros commerçants importateurs (Pinaud, 2007) comme celles qui commercialisent les produits Vivalait et Incolac.

- Les produits laitiers (d'après Bonfoh et al, 2005)

On peut trouver une large gamme de produits laitiers, qu'ils soient fabriqués à base de lait en poudre ou de lait local. Les différents produits sont : lait caillé nature, lait caillé sucré, ghee, lait pasteurisé, *fèné* (crème fermentée ou maturée), yaourt brassé, fromage sec.

✓ *Lait caillé nature ou lait acidifié* : lait caillé épais d'une odeur très forte et d'un goût plus acide que le yaourt. L'acidité inhibe le développement des germes pathogènes et des bactéries indésirables. Le caillage se fait spontanément sans pasteurisation et à partir des ferments naturels. En général, le repiquage se fait avec le mélange d'un lait caillé et d'un lait frais.

✓ *Lait caillé sucré* : Le lait subit une pasteurisation haute avec un sucrage facultatif. Après le refroidissement et l'ensemencement, l'incubation dure 7-12 heures. Le sucrage (si pas réalisé avant pasteurisation), le brassage (fouet local en bois, mixer) se font avant le conditionnement. Dans la pratique, les transformateurs et les consommateurs ne font la différence entre un lait caillé sucré et un yaourt brassé sucré.

✓ *Sirimé, ghee ou beurre liquide* : fabriqué avec du lait local. *Sirimé* : ensemencement du lait du jour avec ferments naturels conservés dans unealebasse ; puis 2-3 jours après, barattage dans un récipient. Les flocons de beurre sont gardés dans de l'eau en attendant l'obtention d'une quantité suffisante. La fonte au feu permet la déshydratation et l'élimination des germes de contamination et de certains enzymes et cela permet une bonne conservation. Il est possible de fabriquer très rapidement le ghee à partir de la crème fermentée. La crème récoltée est ensemencée avec des ferments lactiques sélectionnés ou sauvages, puis incubée pendant 2 jours. Le chauffage de cette

¹ Aujourd'hui Mam Cocktail a un programme de contractualisation en cours avec 50 producteurs laitiers autour de Bamako. Une action est aussi menée avec les provandiers pour l'aliment des vaches laitières.

crème fermentée dans une casserole permet la récolte du produit. Ce ghee est moins fort (goût, odeur) que le ghee traditionnel.

✓ *Fènè* : C'est un produit artisanal dont la définition et le procédé technique changent suivant les acteurs. Il est issu d'un mélange de la crème fraîche (obtenue par écrémage) et d'un lait entier frais. Il s'agit d'obtenir une teneur plus élevée en matière grasse dans le lait. Le mélange ainsi obtenu est pasteurisé au bain marie. Après le refroidissement, le mélange estensemencé par des ferments et incubé pendant 24 heures (12 à 16 heures en périodes de fortes chaleurs).

✓ *Takkamart* : fabriqué avec du lait local. C'est un fromage issu du caillage du lait de vache et/ou de chèvre avec un morceau d'estomac séché de chevreau. Le caillé est extrait puis égoutté et séché sur des nattes au soleil. Le produit obtenu est très sec avec moins de 15% d'eau. Pour consommer le *takkamart*, il faut soit le piler soit le tremper dans une boisson. Le *takkamart* peut être utilisé sous forme râpée dans la préparation de certains repas.

4. Mode de consommation et importance du lait dans les régimes alimentaires

La consommation de lait et de produits laitiers varie d'une région à l'autre et d'une saison à l'autre (la consommation s'élève avec la saison chaude). Le lait était plus consommé en zone rurale qu'en zone urbaine et en zone pastorale par rapport à la zone soudanienne (Bonfoh, 2005). Ces tendances s'estompent avec l'élévation de la production dans les zones agro-pastorales et avec la présence accrue du lait en poudre en ville. Ainsi, à Bamako, la consommation de lait des ménages est constituée pour 92% de produits importés (Metzger, 1995 ; Corniaux, 2007). Les produits laitiers « traditionnels » restent néanmoins prisés par les consommateurs urbains. Quoiqu'il en soit, **si la consommation des produits laitiers s'est étendue à toute la population, elle reste contrainte par un pouvoir d'achat moyen des consommateurs relativement faible.**

L'étude de consommation la plus récente est présentée par Pocard et Corniaux (2007b). Elle concerne la consommation de produits laitiers dans les principales villes du Mali.

Comme l'indique le tableau 5, les types de produits consommés varient d'une ville à l'autre. La poudre est dominante partout, en particulier à Bamako. Dans les villes secondaires, les produits locaux occupent une plus large place : lait frais et produits plus typés, variables suivant les villes (lait caillé et Fenè à Sikasso et Ségou, Sirimé à Mopti). La proximité du milieu rural, l'actif réseau de distribution et la taille réduite de l'espace urbanisé favorisent l'approvisionnement des ménages en lait et produits dérivés issus de la production périurbaine locale. A Bamako au contraire, 60% des foyers ne consommant pas de lait frais indiquent des difficultés d'accès au produit, et 17% un prix trop élevé.

A Mopti, ville peule par excellence, 92% des enquêtés déclarent préférer le lait local au lait en poudre. Cette proportion chute à 39% à Bamako, les deux autres villes présentant des valeurs intermédiaires. A Bamako, les consommateurs préférant le lait en poudre mettent en avant la facilité d'accès au produit et de conservation, ainsi que ses qualités gustatives (respectivement 20, 23 et 17% des réponses données). La qualité sanitaire n'est que très peu évoquée (10% des réponses). A Mopti, les adeptes du lait frais louent d'abord la qualité nutritionnelle et gustative du produit (38 et 22% des réponses). Souvent, ils consomment du lait frais par simple habitude (31%), ce qui dénote un produit très ancré dans la culture alimentaire.

Ces chiffres traduisent une évolution de l'usage des produits laitiers dans les foyers. Les situations contrastées dénotent l'émergence de nouvelles habitudes alimentaires, et les bamakois sont précurseurs en la matière. Le lait en poudre y est consommé au petit déjeuner, pour accompagner le

café ou le thé ; yaourt ou lait caillé sucré à base de poudre sont consommés à toute heure. En revanche, dans les villes secondaires subsistent des comportements plus traditionnels, en particulier à Mopti. Les produits laitiers sont encore, pour une large part, les ingrédients de plats traditionnels (couscous, *dégué*, bouillie) servis notamment le matin mais aussi à midi et le soir.

Les bamakois ne consomment que très peu de produits locaux, et ce comportement s'étendra vraisemblablement aux autres villes maliennes. Pour assurer des débouchés au lait local et ses dérivés, deux priorités se dessinent selon Pocard et Corniaux (2007,b) : (i) développer une gamme de produits adaptés aux nouvelles tendances de consommation, fabriqués avec du lait local et non du lait en poudre (en particulier les yaourts et laits caillés en petite doses, aromatisés ...), (ii) mettre en place à Bamako, principal marché du pays, des réseaux de distributions aussi efficaces que ceux permis par le conditionnement en poudre. Entre produits locaux et importés, les arguments de différentiel de prix et de qualité sanitaire ne sont pas clairement confirmés par les consommateurs, ce qui est une bonne nouvelle pour les éleveurs maliens. Leur lait cru doit avant tout bénéficier d'une filière efficace pour dépasser les contraintes liées au caractère périssable, et ainsi devenir une matière première compétitive pour les transformateurs et les distributeurs. Cela suppose des investissements d'ordre logistique, plutôt qu'un appui à la production. De tels investissements se justifient d'autant plus face à la volatilité des cours mondiaux de la poudre, qui peut porter de forts préjudices aux populations urbaines.

Tableau 5 : Types de produits consommés (pourcentage de la consommation totale en Kilos Equivalent Lait) (d'après Pocard et Corniaux, 2007b)

Produits	Bamako	Ségou	Sikasso	Mopti
Lait frais	13	20	28	26
Lait Caillé	3	7	16	5
Fenè	0	15	15	8
Yaourt	1	1	6	0
Poudre	75	40	29	30
Concentré	2	2	1	1
Fromage	0	1	0	0
Beurre	4	0	2	2
Sirimé	1	14	4	28

5. Synthèse

La filière se caractérise par des circuits relativement courts pour le lait local et de plus en plus complexes pour le lait en poudre qui est de plus en plus transformé dans les laiteries industrielles et artisanales (figure 1).

La consommation est relativement élevée, de l'ordre de **60 l/an/hbt** (fig 4). Elle est couverte pour 60 à 75 % par la production locale dont une faible fraction est commercialisée par les laiteries (1 à 2 %). 25 à 40 % de la consommation totale sont donc aujourd'hui couverts par le lait en poudre et des produits issus de sa transformation (plus de 90 % du lait importé). Ce chiffre est à revoir à la hausse dans les villes et notamment à Bamako (près de 95 %). La part du lait en poudre est un peu plus faible à Ségou, Sikasso et Mopti avec respectivement 85, 80 et 50 % (Corniaux, 2007).

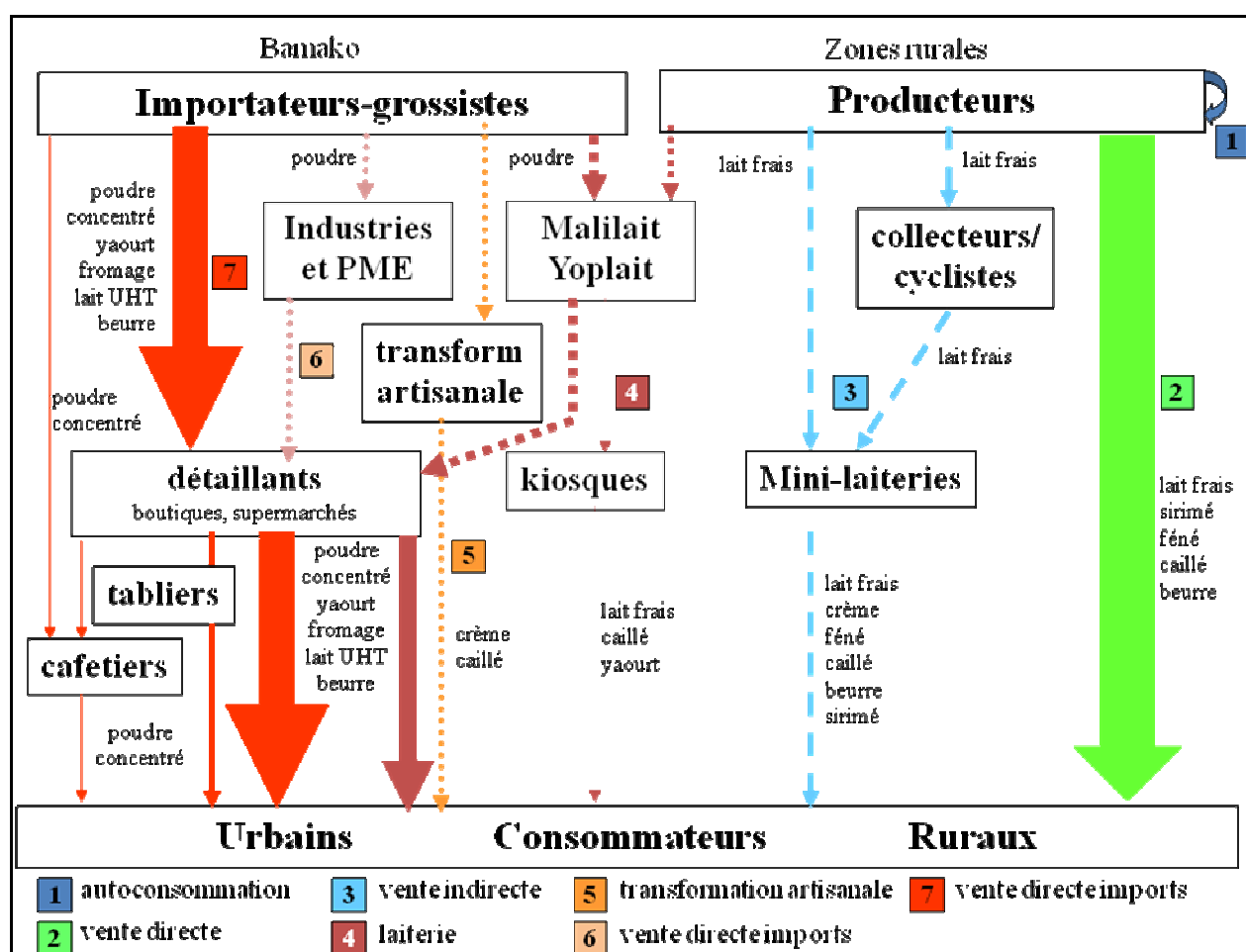
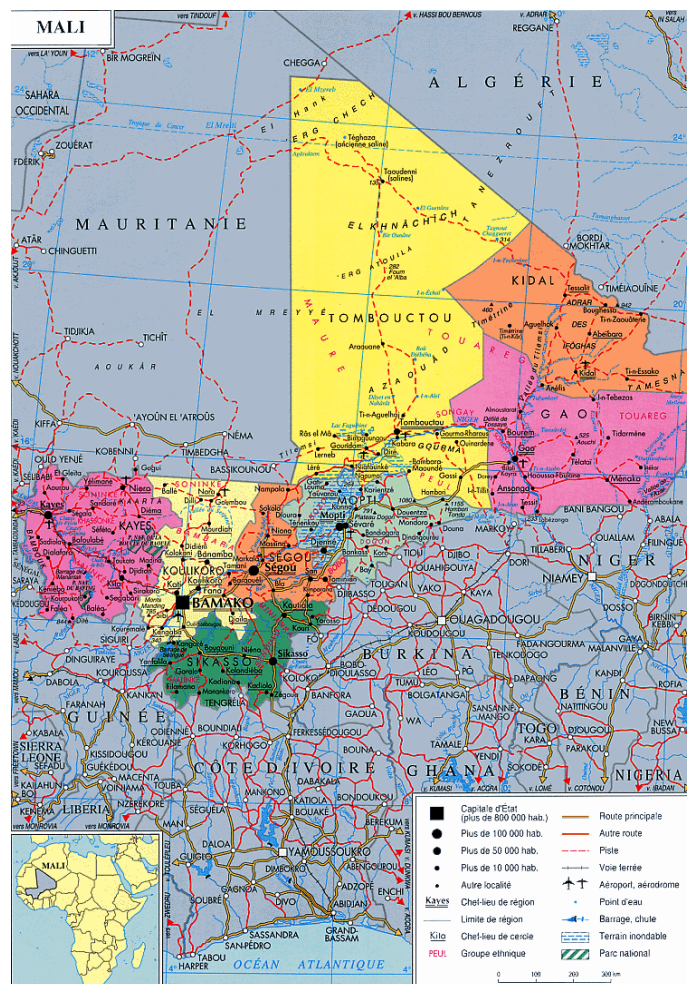


Figure 1 : Schéma des filières laitières au Mali

Statistiques nationales sur la filière laitière

1. Données régionales sur l'élevage au Mali



Carte 2 : Les 8 régions du Mali (source : Google Images)

- Effectifs animaux (bovins, ovins, caprins, camelins)

Le cheptel malien est en forte hausse depuis les années 1990 selon les données de la FAO (fig 2). Si ces données sont sujettes à caution, la croissance des effectifs semble réelle. Cette hausse est en effet cohérente avec l'augmentation de la population humaine en zones rurales et l'absence de chocs climatiques ou sanitaires sévères depuis le milieu des années 1980.

Cette hausse profite notamment aux zones agro-pastorales et en particulier à la région de Sikasso qui est aujourd'hui la seconde région du Mali en nombre d'UBT (tab 6).

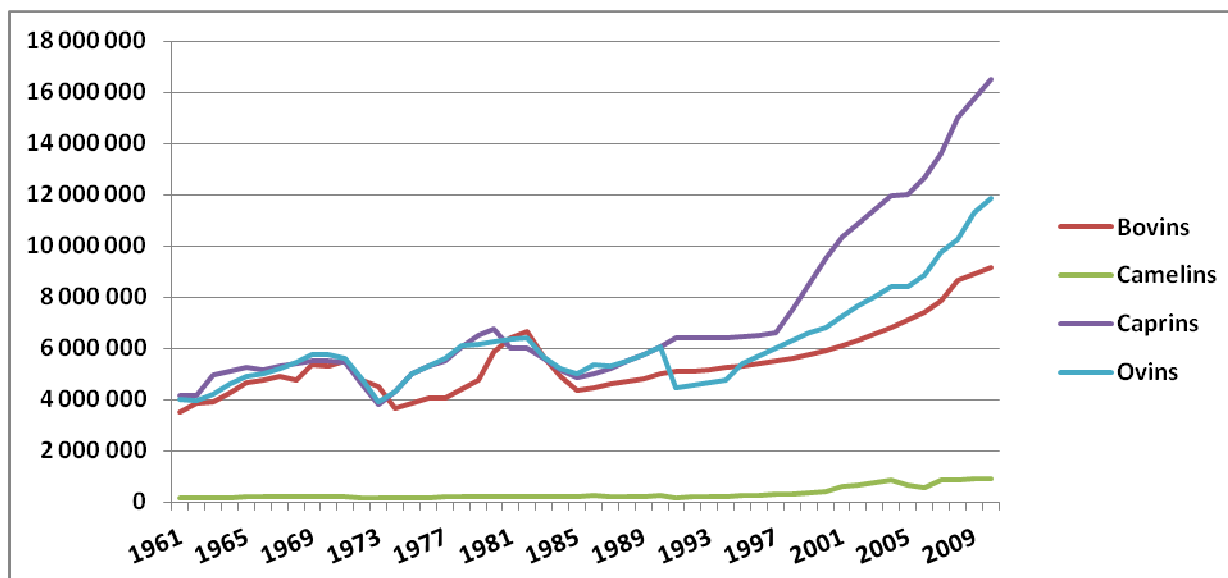


Figure 2 : Evolution des effectifs au Mali (d'après FAOSTAT, 2012)

Tableau 6 : Effectifs par région en 2011

Régions	ovins	camelins	caprins	bovins
Bamako	47 342	0	29 493	31 146
Gao	2 534 063	218 492	3 353 480	813 571
Kayes	1 442 697	2 634	1 460 751	1 005 166
Kidal	1 507 481	497 770	1 906 608	67 011
Koulikoro	1 040 287	9 786	1 840 684	1 354 378
Mopti	2 297 352	15 432	3 311 844	2 642 691
Ségou	1 087 629	753	1 722 714	1 064 628
Sikasso	924 423	0	1 106 838	1 504 446
Tombouctou	1 577 249	196 097	2 616 165	955 144
Total	12 458 523	940 964	17 348 577	9 438 181

Source : CountryStat, 2012

- statistiques nationales sur les aliments bétail

La production de sous-produits agricoles est importante au Mali (tab 7). Elle est basée sur l'industrie cotonnière et sucrière mais aussi sur la production de céréales et la transformation du blé importé pour la meunerie. Mais en réalité, peu de ces sous-produits sont disponibles pour l'industrie de l'alimentation du bétail². Seuls les sous-produits du coton et les sons de blé peuvent être intégrés en grandes quantités. Les sons des autres céréales sont en effet obtenus via les décortiqueuses artisanales présentes dans tout le monde rural, ce qui rend difficile et coûteux leur collecte. En outre,

² Notamment UAB à Bamako avec une capacité de production de 100 000 t /an.

ces sons sont généralement utilisés par les producteurs pour leurs propres animaux. Par ailleurs, la mélasse de canne est transformée en éthanol.

Aussi, le tourteau de coton est la principale matière première pour l'aliment bétail au Mali. La baisse sensible des récoltes de coton depuis 2005 (tab7) a donc directement renchéri le prix des tourteaux et des aliments pour le bétail³. La tendance semble s'être inversée depuis 2010. Sans retrouver ses niveaux d'avant 2005, la production s'est nettement redressée avec la hausse des cours mondiaux du coton. Par ailleurs, la production de son de blé poursuit sa hausse avec la hausse de la consommation de farine au Mali. Mais il s'agit essentiellement de blé importé, sensible aux variations des prix internationaux.

Tableau 7 : Production en t/an de sous produits agro-industriels (d'après Amoussou, 2008)

Année	Sous produits						
	coton	Mélasse	son de blé	son de maïs	Son de riz	Son de sorgho	Son de mil
2002	160093	133 314	8 507	66 941	284 238	178 393	230 202
2003	124000	134 400	11 785	81 725	372 786	202 588	350 367
2004	163458	139 176	19 001	81 375	287 298	185 250	264 810
2005	167514	137 725	21 079	115 551	377 375	175 533	322 054
2006	146785	127 812	30 660	126 563	421 358	213 983	303 944
2007	112978	140 000	39 000	97 578	382 120	252 415	298 694

³ Le prix du sac de 50 kg pouvait dépasser 9 000 Fcfa à la fin des années 2000.

2. Production de lait

Un calcul grossier permet d'estimer la production laitière traitée à partir des effectifs animaux. Pour les bovins, les hypothèses de calcul sont les suivantes : 20 à 25 % de vaches laitières en production dans le troupeau, 100 à 110 l/lait trait par lactation. Avec près de 10 millions de têtes, on estime donc la production traitée à environ 250 millions de litres de lait de vache. Ce chiffre est cohérent avec les statistiques proposées par Faostat (fig 3). Au lait de vache, il faut ajouter le lait de chèvre, de brebis et de chamelle. Le potentiel de lait à collecter pourrait donc atteindre au Mali 500 voire 600 millions de litres (fig 3 – en considérant que les données sur les effectifs soient justes), avec une part importante provenant de la région de Mopti (fig 4). Mais ce potentiel est loin d'être atteint. Le lait est essentiellement autoconsommé dans les zones rurales. La part du lait commercialisée est limitée, sans doute moins de 10 % de ce potentiel. En outre, seul le lait de vache passe par les **circuits formels des laiteries pour une collecte totale qui peut être estimée en 2011 à moins de 5 millions de litres, soit environ 1 % du « potentiel ».**

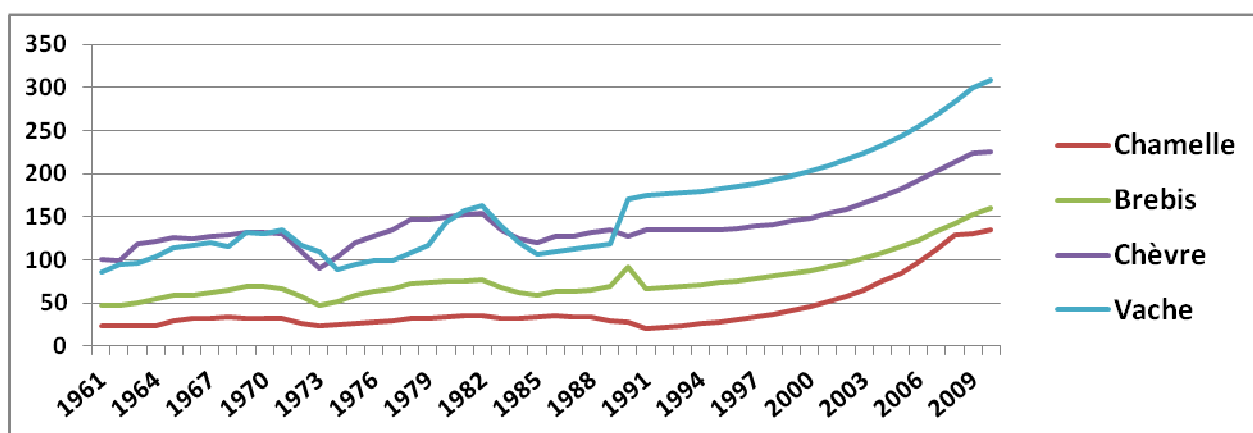


Figure 3 : Evolution de la production laitière au Mali selon les espèces (en millions litres/an) (source : FAOSTAT, 2012)

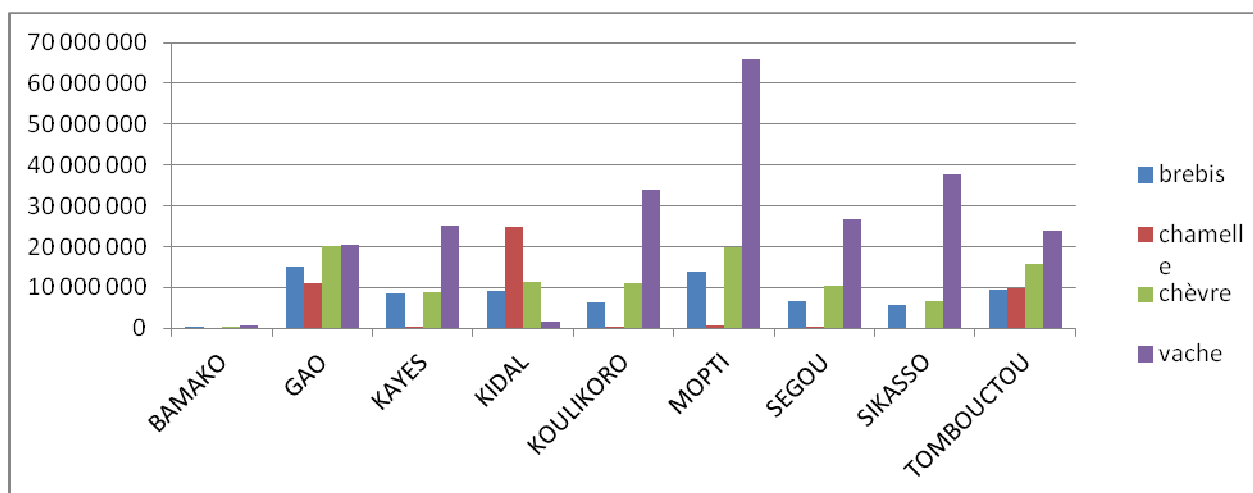


Figure 4 : Estimation de la production laitière par région au Mali en 2011 (en l/an)

3. Importations de produits laitiers

Les importations de produits laitiers semblent atteindre un palier depuis une dizaine d'années selon les données de FAOSTAT (2012), autour de 60 à 70 millions de litres Eq lait par an. Ces importations sont essentiellement constituées – 90 % - de lait en poudre (fig6). On aurait donc des importations de l'ordre de 5 000 t/an de poudre de lait. Ce chiffre correspond effectivement aux données douanières obtenues auprès des autorités compétentes. Néanmoins, ce chiffre est en fort décalage avec l'usage du lait en poudre à Bamako (marché de gros de Dabanani) et avec les niveaux de production des industriels laitiers de la place (notamment MaliLait, Eurolait, Diaby Lait, Harry Délices, Vivalait, Incolac, ...). Pinaud (2007 et 2008) évalue **les importations annuelles de lait en poudre entre 15 et 20 000 t/an, soit 3 à 4 fois le chiffre officiel.**

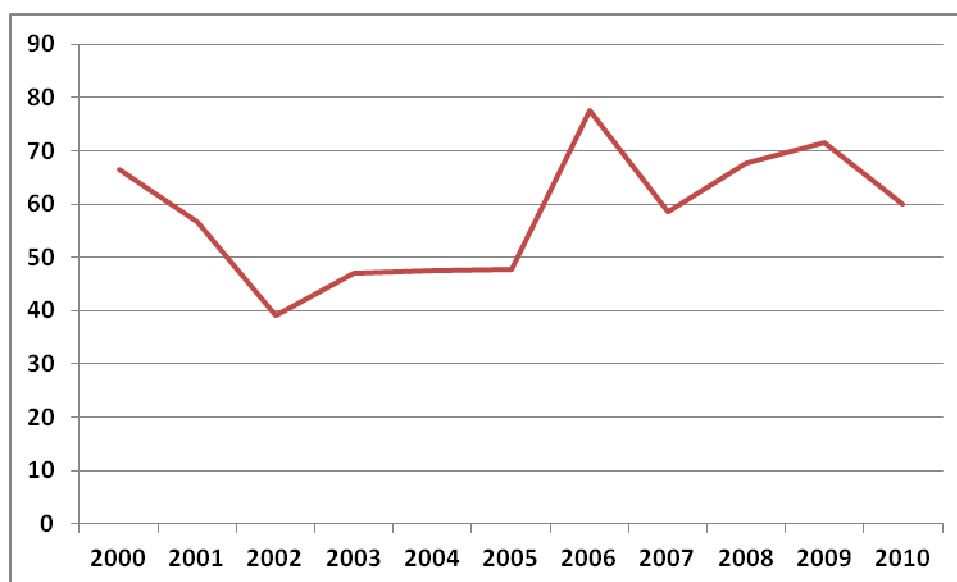


Figure 5 : Evolution des importations de produits laitiers au Mali (en millions de litres Eq Lait / an)
(source : FAOSTAT, 2012)



Figure 6 : Part des produits laitiers importés dans les 8 pays de l'UEMOA

4. Consommation de produits laitiers

Comme nous l'avons vu, la consommation de produits laitiers est relativement élevée au Mali (fig 4) et stabilisée autour de 50 à 60 kg/an/hbt depuis des décennies, même si elle a tendance à augmenter depuis une dizaine d'années. Cette consommation est surtout composée de produits locaux (lait frais, lait caillé, sirimé, féné) en zones rurales.

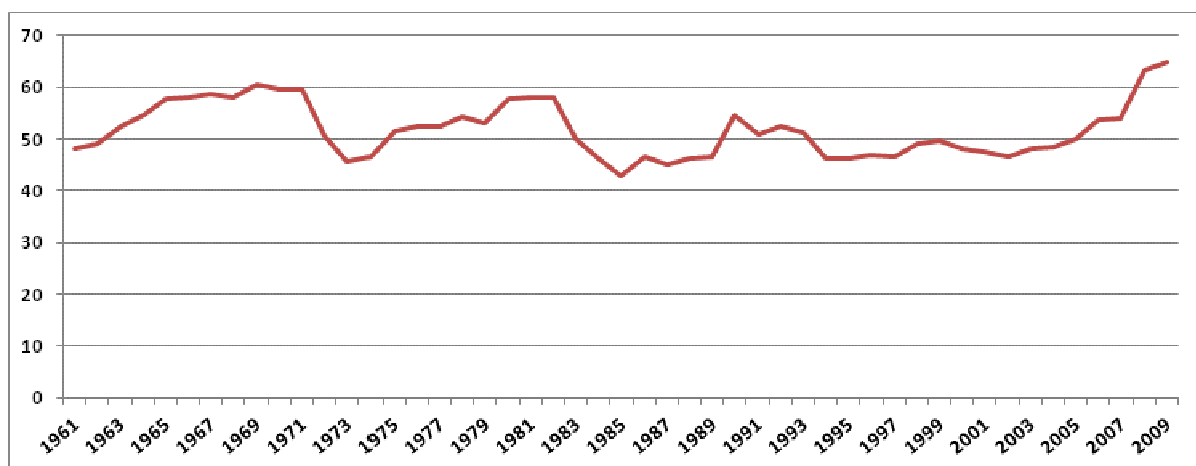


Figure 7 : Evolution de la consommation apparente de produits laitiers au Mali (en l Eq Lait / an / hbt) (source : FAOSTAT, 2012)

En zones urbaines, la part du lait en poudre est plus importante (cf *supra*). Ouloguem et al (2008) ont réalisé une étude qui permet de préciser la consommation actuelle en ville.

A Bamako, en comparaison des autres villes, la consommation de produits laitiers est relativement démocratisée. Elle touche une grande partie de la population (tableau 8).

A l'opposé se trouve le modèle de Mopti, où l'essentiel de la population se range dans la classe de plus faible consommation. La classe des très gros consommateurs est pratiquement absente. Sikasso et Ségou sont dans des situations intermédiaires, quand bien même les pourcentages de la population se trouvant dans la classe de moindre consommation demeurent encore assez élevés. Il ressort que la consommation moyenne de lait par habitant a été de 62 kg à Ségou, 53 kg à Bamako, 48 kg à Sikasso et 18 kg à Mopti.

Tableau 8 : Répartition de la population en fonction de niveaux de consommation déclarée de produits laitiers (d'après Ouologuem et al, 2008)

Classes de consommation	Pourcentage de la population totale de la ville			
	Bamako	Mopti	Ségou	Sikasso
A : moins 25 kg/Hab/An	18	80	41	33
B : 25 à 50 kg/Hab/An	38	16	19	25
C : 50 à 100 kg/Hab/An	29	5	19	25
D : plus de 100 kg/Hab/An	15	0	21	17
Total	100	100	100	100

Le tableau 9 fournit une première explication à ces différences de consommation. La consommation de produits laitiers peut être corrélée au niveau de revenus déclarés à l'échelle du foyer. Ainsi à Bamako, la consommation moyenne par habitant va du simple au quadruple, entre les classes 1 et 4 de revenus. Ségou s'aligne sur la même tendance, quoique dans de moindres proportions. A Sikasso, le lien est moins net, le niveau de consommation paraît moins lié aux revenus. Mopti présente un système bien différent. Le niveau global de consommation estimée est deux fois inférieur à celui des autres villes. Le lien de corrélation positive entre revenus et consommation de produits laitiers n'y est pas avéré. On noterait plutôt la tendance inverse, la classe la plus pauvre ayant une consommation moyenne deux fois supérieure à celle de la classe la plus riche. L'augmentation des revenus conduirait à une diversification de l'alimentation ou, du moins, à l'achat d'autres aliments que des produits laitiers. Toutefois, le petit nombre de foyers dans cette dernière classe incite à la prudence dans l'interprétation de ce chiffre.

Tableau 9 : Niveaux de consommation de lait et produits laitiers par habitant et par an en kg selon les classes de revenus

Classes de revenus cumulés dans le foyer	Quantité consommée, kg/habitant/an	Quantité consommée, kg/habitant/an	Quantité consommée, kg/habitant/an	Quantité consommée, kg/habitant/an
	Bamako	Mopti	Ségou	Sikasso
Moins de 50 000 CFA / mois	23 (36)	21 (23)	40 (47)	34 (23)
50 000 à 100 000 CFA / mois	46 (33)	15 (10)	56 (61)	57 (48)
100 000 à 250 000 CFA / mois	51 (33)	22 (18)	89 (70)	54 (44)
Plus de 250 000 CFA / mois	91 (57)	13 (5)		

5. Prix à la consommation et à la production

Les prix du lait au producteur varie selon sa localisation et la saison. En zone rurale, il est faible en hivernage, de l'ordre de 200 Fcfa/l. En revanche il est d'environ 400 Fcfa/l en saison sèche. En périphérie des villes, ce prix s'élève. Autour de Bamako, il est généralement de l'ordre de 300 à 350 Fcfa/l. En 2012, c'est le prix pratiqué par la laiterie de Kassela. Yoplait et MaliLait achète aussi le lait à 350 Fcfa arrivée « bord quai ». MaliLait devait augmenter à 400 Fcfa le litre fin novembre 2012.

Les prix à la consommation sont relativement élevés sauf pour le lait cru d'hivernage, le lait en poudre « vrac » et le lait concentré sucré (dont la consommation est pourtant en net recul au Mali). Tous les autres produits coûtent plus de 500 F/Eq l lait (tab 10). La différenciation entre les produits fabriqués à partir de poudre et de lait cru n'est donc pas véritablement tranchée. Les transformateurs par leur marketing et leurs conditionnements s'appliquent souvent à segmenter leur marché pour vendre sur des marchés de niche (produits gras à base de lait cru) ou dans des emballages « petites quantités » abordables par le plus grand nombre (Corniaux, 2012).

Tableau 10 : Prix à la consommation des produits laitiers

	Prix consommateur (Fcfa)	en Eq Lait (Fcfa/l)
Produits locaux (lait local)		
Lait cru (hivernage, zone rurale) (1l)	200 à 300	200 à 300
Lait pasteurisé (zone rurale) (1 l)	400 à 500	400 à 550
Lait pasteurisé (en ville) (1 l)	600 à 700	600 à 700
Yaourt sucré	600 à 700	600 à 700
Fromage blanc MaliLait (200 g)	450 à 500	800 à 900
Calin Yoplait (500 g)	1100 à 1200	900 à 1000
Produits locaux (lait en poudre)		
Yaourts MaliLait (125 g)	250	2000
Sachets lait frais Malilait (200 ml)	150	750
Sachets yaourt Yoplait (200 ml)	150	750
Lait Candia Eurolait (1l)	1100 à 1200	1100 à 1200
Lait en poudre Kosam (sachet 400g)	1500	490
Lait en poudre Kosam (sachet 22g)	100	600
Produits importés		
Lait en poudre vrac (1 kg)	2400	300
Lait Candia Importé (1l)	1300	1300
Lait en poudre Nido (boite 900g)	5500	800
Lait concentré sucré (1 kg)	1000	350
Beurre Bridel (plaquette 200 g)	1050	-

Source : nos relevés (novembre 2012)

6. En résumé : le marché du lait au Mali

La consommation de produits laitiers est relativement élevée au Mali. De façon grossière, on peut dire que la consommation rurale est essentiellement couverte par l'autoconsommation de lait local et que la consommation de la capitale Bamako est essentiellement couverte par des produits transformés ou reconditionnés au Mali ou dans la sous-région mais issus de lait en poudre importé. Les villes secondaires sont dans une situation intermédiaire.

Un tissu d'entreprises est désormais en place au Mali, aussi bien à Bamako qu'en régions. Le niveau de la consommation soutient leur dynamisme. On trouve aussi bien des conditionneurs de lait en poudre, que des laiteries industrielles travaillant ou non le lait local, que des mini-laiteries travaillant ou non le lait local.

Le goulot d'étranglement de la filière est incontestablement la collecte de la production locale, en dépit des politiques et des projets passés et en cours que nous allons présenter maintenant.

Politiques, projets et stratégie de développement du secteur laitier

1. Le lait dans la politique de développement global

Le développement de la production laitière est un axe important des politiques publiques dans le domaine agricole au Mali (Bonfoh, 2005). La première orientation des politiques reposait sur l'industrialisation laitière suivant le modèle flood développé en Inde avec la mise en place de l'Union Laitière de Bamako avec l'appui de l'UNICEF. L'analyse des performances en 1983 faisait apparaître une tendance contraire à l'objectif de départ de collecte du lait local, à savoir un accroissement du lait importé dans l'approvisionnement. Dans le cadre de la politique d'autosuffisance et de sécurité alimentaire, le gouvernement du Mali a ainsi adopté une nouvelle politique laitière le 12 juin 1985. Les objectifs généraux assignés à cette politique étaient de :

- réduire les importations de lait et de produits laitiers ;
- améliorer la productivité des systèmes d'élevage ;
- développer les petites exploitations laitières ;
- augmenter la consommation nationale de lait.

La mise en œuvre de la politique nationale laitière a été appuyée par la coopération Française à travers le Projet de Développement de la Production Laitière (PDPL) de 1989 à 1990, puis l'Opération d'Appui aux Eleveurs Périurbains (OAEP) de 1992 à 1994 et le Projet de Développement de l'Agriculture Périurbaine (PDAP) de 1994 à 1998.

A partir de la fin des années 1990, l'appui aux minilaiteries s'est renforcé. Les coopérations suisse, belge, italienne se sont de plus en plus investies pour soutenir les initiatives en ce domaine. Il faut notamment souligner la création du réseau Danaya Nono dans les villes secondaires maliennes avec l'ONG ICD (avec le CRDI) et la création des petites laiteries autour de Bamako avec l'ONG Cab demeso.

2. Projets en cours

- PRODEVALAIT (d'après Ministère de l'Elevage et de la Pêche, 2008).

Le PRODEVALAIT (Programme de développement et de valorisation de la production laitière) est un programme de l'Etat malien élaboré en concertation avec les professionnels de la filière laitière. Face au poids croissant des importations de lait en poudre et compte-tenu du potentiel laitier théorique du pays, la stratégie de valorisation de la production laitière proposée en 2008 (Ministère de l'Elevage et de la Pêche, 2008) vise d'une part à mettre en place une filière laitière capable d'assurer l'autosuffisance en lait et produits laitiers (initialement à l'horizon 2013), et d'autre part, à renforcer la contribution de la filière lait dans la réduction de la pauvreté.

Les objectifs spécifiques cités dans le document de programme sont explicitement (Ministère de l'Elevage et de la Pêche, 2008) :

- Accroître l'investissement privé au niveau de la filière lait ;
- Créer un environnement global incitatif pour la filière (facilitation de l'accès au foncier et au crédit, facilitation de l'accès aux intrants, équipements et services qualifiés de proximité, et fiscalité favorable) ;
- Renforcer les capacités techniques, organisationnelles et institutionnelles des acteurs de la filière laitière ;
- Accroître la production locale de lait ;
- Assurer l'accessibilité et la collecte du lait cru local pour les industries de transformation ;
- Implanter des industries de valorisation du lait cru local.

L'approche stratégique globale se fonde sur l'implantation d'unités de transformation laitières, modernes et aux normes, autour desquelles graviteront des centres de collecte (quatre au moins, en théorie) implantés chacun dans un bassin laitier. Ces unités de transformation approvisionneront les villes en produits laitiers qui devront se substituer à ceux conçus à partir de lait en poudre. Pour atteindre ces réalisations le projet est organisé en cinq composantes :

- Organisation des bassins laitiers ;
- Appui à la production (intensification avec accent sur l'alimentation et l'amélioration génétique) ;
- Création de centres de collecte de lait ;
- Implantation d'unités laitières ;
- Appui institutionnel.

Quarante deux bassins ont été identifiés dans les missions préparatoires. Douze se situent à proximité de Bamako ou dans la région de Koulikoro. Mais ils sont aussi présents dans tout le reste du pays, y compris dans le Nord puisqu'il est envisagé de collecter du lait de chamelle. La réhabilitation ou l'implantation de huit unités de transformation était initialement envisagée (Kidal). Elles devaient être localisées dans les villes, capitales de région. D'une capacité variant de 2 000 à 10 000 l/j, elles devaient être fournies « clés en mains » à des organisations professionnelles. Ces dernières seront formées et encadrées par les services étatiques, au moins dans un premier temps.

Le budget global de la stratégie est estimé à près de 16 milliards de F CFA sur cinq ans financés à hauteur de 28 % par l'Etat, 40 % par les Partenaires et 32 % par les professionnels. Le plan de financement prévoit la mobilisation de 2,6 milliards F CFA en année 1, phase de démarrage du projet, ceci pour permettre les activités d'organisation des bassins laitiers, de formation et de renforcement de capacités des acteurs et la mise en place ou la mise aux normes de 18 centres de collecte. En phase II du Projet, il est prévu de réaliser le reste des infrastructures, capitalisant l'expérience des deux premières années.

La participation financière de l'Etat est tout d'abord envisagée pour la mise en place d'infrastructures collectives telles que les centres de collecte et leur équipement, le renforcement de capacité des professionnels ainsi que de leurs regroupements et le renforcement des structures techniques d'encadrement. Elle est aussi envisagée pour garantir l'accès des professionnels aux crédits, pour faire les investissements nécessaires, notamment ceux relatifs à la mise en place des unités laitières.

Ces financements de l'Etat devaient se faire à travers le BSI ou à travers le Fonds National de Développement Agricole créé dans le cadre de la Loi d'Orientation Agricole. A cet effet, ce fonds devait être alimenté par l'application d'une taxe forfaitaire sur le lait et les produits laitiers importés. Sur la base des statistiques d'importation disponibles une taxe forfaitaire de 100 F CFA par kg de produit laitier importé est préconisée.

Dans les faits, 14 centres de collecte ont été construits en 2010 et 6 ont été commencés en 2011⁴⁴. Les événements politiques et militaires de 2012 ont arrêté le processus. Aucune des laiteries n'est inaugurée et la plupart ne fonctionne pas. Le projet a également subventionné des inséminations artificielles (environ 2 000 têtes en 2010 et autant en 2011).

- PAFLAPUM / Cab demeso

Le Projet d'Appui à la Filière Laitière Périurbaine du Mali (PAFLAPUM) démarré en juillet 2005 par VSF Suisse et Cab Demeso s'inscrit dans les stratégies de mise en œuvre de la politique nationale laitière du Mali. Il fait suite aux différentes stratégies d'intensification mises en place avec cependant une très forte originalité par la promotion des systèmes de collecte et de valorisation commerciale. Le PAFLAPUM s'appuie ainsi sur l'exploitation des potentialités locales mais également leur amélioration.

Le PAFLAPUM fait suite à un projet pilote conduit de février 2004 à février 2005 avec la coopérative Bagan Yiriwa Ton de Kasséla, à 25 km de Bamako. Au démarrage du projet, seul quatre coopératives devaient être appuyés par le projet : Kasséla, Kéléya, Ouéléssébougou et Sélingué. Les trois dernières coopératives étaient regroupées en une fédération des associations des producteurs laitiers de Djitoumou et environs. Les unions et la FENALAIT ont été mises en place dans le cadre du projet, ainsi que les coopératives de Koro Koro et Marka Coungo (centres de collecte pour Kasséla).

Un réseau d'une vingtaine de kiosques a été installé dans Bamako pour écouler le lait pasteurisé des laiteries de PAFLAPUM.

La démarche d'intervention est centrée sur une bonne connaissance des principales contraintes de la filière identifiées lors de la phase pilote. Ces contraintes ont été confirmées par les diagnostics participatifs réalisés par les animateurs avec les coopératives sur les aspects organisationnels et lors de l'identification des activités. La démarche du projet de type participatif et itératif a également permis de mieux identifier et de réactualiser avec les coopératives bénéficiaires la demande d'intervention. La démarche d'intervention dans la zone de Kasséla par une phase pilote puis l'extension à trois autres coopératives a permis une meilleure orientation et un ciblage des activités du projet. La proximité avec les coopératives ainsi que leur forte implication dans tout le processus d'identification des activités constituent un acquis important dans l'intervention du PAFLAPUM. Cette démarche participative et itérative a permis de mieux cerner les activités et de les hiérarchiser. Les coopératives ont également bénéficié d'une mise à disposition d'un personnel d'appui payé par le projet (suivi zootechnique, gestion de la laiterie).

Le PAFLAPUM est formellement terminé mais les activités continuent avec l'appui de la coopération suisse. Un nouveau projet devrait être officiellement financé à partir de 2013. Les objectifs seront de

⁴⁴ Notamment sur un financement de 800 millions Fcfa provenant de la privatisation de la compagnie téléphonique.

consolider le réseau des points de collecte et des points de vente, et de mieux identifier l'origine du lait (notamment « lait de Kassela »).

- PRODEL K

(d'après un texte de D. Ripoché (VSF Belgique et F. Traoré (ICD⁵))

Le PRODEL K (Projet de Développement de l'Élevage à Koulikoro, Kita et Koumantou) est un projet de 3 ans démarré depuis 2008 et mis en œuvre par le binôme partenarial VSFB-ICD. Il est financé par la Direction Générale à la Coopération et au Développement belge. Le projet développe principalement 4 axes d'intervention visant à accroître et mieux valoriser les productions du cheptel dans les communes touchées, il s'agit de :

- la sécurisation de la santé animale à travers l'installation de cabinets vétérinaires privés de proximité;
- l'amélioration de la conduite du troupeau à travers un accès à des compléments de qualité et une maîtrise technique des éleveurs renforcée ;
- la meilleure valorisation du lait par la mise en place de mini-laiteries rentables ;
- la meilleure prise en compte des femmes dans les activités d'élevage et l'amélioration de leur contribution aux besoins du ménage.

Fortes de leurs expériences cumulées en matière de valorisation du lait local, les deux ONG cherchent à répondre aux principaux défis auxquels fait face la filière dans le contexte rural :

- l'enclavement et l'éparpillement de la production ;
- la baisse de la production en saison sèche et les méventes de lait en hivernage ;
- la difficulté à construire un modèle économique rentable et pérenne.

La stratégie de valorisation du lait local mis en place par le projet s'appuie principalement sur l'implantation de mini-laiteries destinées à être le maillon structurant de la filière lait local dans les sites considérés. L'approche privilégie le soutien à des initiatives endogènes qu'elles soient privées ou coopératives. Il s'agit donc d'identifier et de soutenir des porteurs de projet, généralement déjà actifs, souhaitant développer une activité de collecte, de transformation et de vente de lait produit par des petits et moyens éleveurs dans un contexte rural. L'objectif étant de mettre en place et de viabiliser dans le temps le plus réduit possible, le nombre le plus important de mini-laiteries. L'intervention est donc réfléchie pour être relativement limitée dans le temps.

Le projet apporte un appui depuis la production jusqu'à la commercialisation. Cela comprend l'augmentation de la production des éleveurs (installation de vétérinaires privés pour assurer les soins, banques aliment bétail, formations...), l'amélioration de la collecte, de la transformation, de la gestion et enfin de la commercialisation au niveau des mini-laiteries.

L'appui se veut adapté et progressif. Il est donc mesuré et réévalué à l'aune de la taille des structures soutenues et de leur fonctionnement. Les appuis sont dans un premier temps modeste car l'objectif

⁵ ICD s'est notamment largement investi dans l'appui aux minilaiteries du réseau Danaya Nono.

est de renforcer les capacités des promoteurs tout en testant leur motivation et leur capacité à fidéliser les éleveurs et la clientèle. L'amélioration de la production, les formations en techniques et hygiène de la transformation ainsi que les appui-conseils en gestion sont privilégiés. En matière d'équipement et de bâtiment, les appuis sont conçus afin de responsabiliser les promoteurs (location-vente, cofinancement...) et ciblent les besoins essentiels : chaîne de froid, transformation, réhabilitation de bâtiments loués... Avec la montée en puissance des unités, le projet peut envisager des appuis plus conséquents que ce soit en termes de formation ou d'équipement. Toutefois les appuis sont au maximum conçus pour responsabiliser les promoteurs et pour être appropriés aisément (valorisation des savoir-faire locaux, technologies « simples »...).

Au final, 4 mini-laiteries sont soutenues à Koumantou, Badinko, Koulikoro et Banamba. En 2010, ces unités ont collecté, transformé et vendu près de 140 000 litres de lait. Chaque laiterie travaille entre 75 et 105 litres de lait par jour en moyenne annuelle. 261 éleveurs livrent leur lait aux laiteries à un prix de vente moyen de 276 fcfa (en augmentation de près de 10% par rapport à 2009). 29 emplois pérennes ont été créés. Les laiteries sont toutes rentables mais plus ou moins solides selon les sites. Les difficultés reposent essentiellement sur les problèmes de commercialisation et de gestion. Depuis 2009, certaines difficultés sont apparues en matière de collecte en raison du renchérissement du coût des intrants, de la pression agricole dans les zones agro-pastorales et de la mauvaise situation zoonositaire du troupeau.

Fin 2010, le projet s'est totalement désengagé de Koumantou car la laiterie a fait preuve de sa maîtrise technologique, de sa capacité à faire face aux crises, à fidéliser les éleveurs et à identifier de nouveaux débouchés. Soutenue depuis 2002, la laiterie semble désormais apte à évoluer de manière autonome.

Sur les trois autres sites, le projet envisage de poursuivre ses appuis pour une période d'au moins 3 nouvelles années et de mettre en place deux nouvelles mini-laiteries.

Notons enfin l'appui de plusieurs coopérations bilatérales et d'ONG (internationales ou nationales) qui interviennent sur des financements relativement courts et de façon ponctuelle (appui aux mini-laiteries notamment) telles que Islamic Relief, CIV, AVSF, Millenium Village, AFDI, coopération italienne, Bonne Fontaine ...

3. Les organisations professionnelles

- FENALAIT

La FENALAIT est la Fédération Nationale des producteurs laitiers au Mali.

- AOPP

Association des Organisations Professionnelles Paysannes.

Conclusion

Au Mali, comme en Afrique soudano-sahélienne, la faiblesse du réseau de collecte et de distribution du lait local apparaît comme un sérieux frein au développement du secteur laitier. A contrario, les entreprises, qui transforment le lait en poudre, et les boutiquiers, solides points de vente des produits laitiers importés, captent les bénéfices de l'élargissement du marché laitier consécutif à l'augmentation de la population urbaine. L'évolution des habitudes alimentaires joue d'ailleurs en leur faveur. Aujourd'hui, les acteurs de la collecte et de la distribution du lait local ne peuvent répondre à la demande urbaine en lait que de façon partielle. Dans les villes secondaires, la proximité des lieux de production, la présence effective de ces acteurs sur le terrain et la mise en place de mini-laiteries de statut privé ou coopératif sont des atouts indéniables qui garantissent une part du marché laitier. En revanche, dans les capitales, les lieux de production périurbains, bien qu'intensifiés, sont repoussés de plus en plus loin rendant la collecte traditionnelle hasardeuse (Molina, 2008). A défaut du développement d'une collecte industrielle adossée à un bassin laitier de production, les grandes villes offrent ainsi leur marché laitier aux réseaux organisés et performants du lait en poudre.

Au fond, la faiblesse du circuit local réside d'abord dans la dispersion de ses acteurs et dans la faiblesse des flux mis sur le marché. Nous rejoignons ici les conclusions de Metzger et al (1995) qui donnaient l'image suivante pour caractériser la situation du secteur malien de la distribution du lait local : *« on pourrait comparer ces deux pôles que sont la production et la consommation à deux grands lacs, un lac d'amont et un lac d'aval, plutôt distants l'un de l'autre et actuellement reliés par un réseau diffus de petits canaux traversant une zone ensablée. Le flux est faible entre les deux réservoirs, et le réservoir d'aval à recours à des sources extérieures (importations) pour combler le déficit, pendant que le réservoir d'amont ne trouve pas d'exutoire et stagne »*. Pour garder cette image, on peut dire qu'avec l'urbanisation la situation dans les villes secondaires est sans doute en cours d'ensablement, en dépit de la mise en place de quelques mini-laiteries dont le débit reste trop modeste pour infléchir la tendance.

La taxation des produits laitiers importés apparaît trop souvent à travers des discours partisans et médiatisés comme la principale mesure à prendre en faveur du sauvetage de la filière locale. Il s'agit de jouer sur le facteur prix pour rendre plus compétitif le lait produit localement. Mais cette « discrimination positive » n'est à l'évidence pas suffisante. La récente augmentation du prix mondial du lait en poudre (2007-08) et la dévaluation du Fcfa de 1994 n'ont en rien infléchi la production locale. Ces événements prouvent que d'autres facteurs entrent en jeu. L'accessibilité des produits locaux en est un tout aussi sérieux. Si il existe une réelle volonté de promouvoir la production locale, l'appui à la collecte et à la mise en place d'infrastructures de refroidissement et de stockage devrait par conséquent être considéré par les responsables de la politique laitière au Mali comme prioritaire. Des actions incitatives pourraient par exemple être proposées par l'Etat en direction des structures privées via des exonérations ou l'instauration de quotas négociés avec les entreprises de la place. A terme, la distribution pourrait même s'appuyer sur le réseau des boutiquiers disposant de réfrigérateurs. Mais la collecte ne pourra être efficace que si les producteurs adhèrent au projet. Cela passe par la lutte contre l'atomisation de la production et par un esprit coopératif, encore déficient dans le milieu pastoral.

Références bibliographiques

AARNINK M., 2011 : La filière aliment bétail au Mali. Projet PAPE, Groupe Développement, Paris, janvier 2011. 42 p.

Alary V., Corniaux C., Gautier D., 2011. Livestock's contribution to poverty alleviation : how to measure it ? World Development. Vol 39, n°9. 1638-1648.

AMOUSSOU B., 2008 : Stratégies des acteurs de la filière aliments du bétail au Mali. Mémoire de Master 2, Productions animales et Développement durable de l'EISMV de Dakar, Sénégal, décembre 2008. 64 p.

BONFOH B., CORNIAUX C., COULIBALY D., DIABATE M., DIALLO A., FANE A., NAPO A., POCCARD-CHAPUIS R., TRAORE A., 2005. Synthèse bibliographique sur les filières laitières au Mali. Document de travail du REPOL, 53 p. et annexes. www.repol.sn.

CHAPON M., TOURETTE I., 2011. Filière Lait Local en Afrique de l'Ouest, rôle des OPR, des petits et moyens éleveurs dans la pleine expression de son potentiel. Actes de l'atelier tenu à Bamako du 15 au 17 septembre 2010. AVSF / VSFB / AOPP / ICD. 70 p.

CORNIAUX C., VATIN F., ANCEY V., 2012 : Lait en poudre importé versus production locale en Afrique de l'Ouest : vers un nouveau modèle industriel ? Cahiers Agricultures. vol. 21, n°1, jv-fev 2012 : 18-24.

CORNIAUX C., 2008, Organisation sociale et zootechnique de la gestion des produits laitiers en milieu sahélien : la sphère laitière. Cas du delta du fleuve Sénégal. Revue Elev. Méd. vét. trop., 61 : 37-43.

CORNIAUX C., BONFOH B., DIALLO A., POCCARD-CHAPUIS R., VIAS G., 2007, Réseaux de collecte et de distribution du lait dans les villes d'Afrique soudano-sahélienne. Revue Elev. Méd. vét. trop., 60 : 21-28.

CORNIAUX C., DUTEURTRE G., DIEYE P.N., POCCARD-CHAPUIS R., 2005, Les minilaiteries comme modèle d'organisation des filières laitières en Afrique de l'Ouest : succès et limites. Revue Elev. Méd. vét. trop., 58 : 237-243.

COULIBALY D., MOULIN C.H., POCCARD-CHAPPUIS R., MORIN G., SIDIBE S.I., CORNIAUX C., 2007, Evolution des stratégies d'alimentation des élevages bovins dans le bassin d'approvisionnement en lait de la ville de Sikasso au Mali. Revue Elev. Méd. vét. trop., 60 : 103-111.

DIARRA A., 2009. Echanges internationaux et développement du secteur laitier sénégalais. Thèse Doct. Economie Université Paris-Sud 11. Montpellier, France, Cirad, 306 p.

DIEYE P.N., BROUTIN C., DUTEURTRE G., DIA D., 2009, Produits laitiers : importations, industries urbaines et dynamiques artisanales locales. In : Duteurtre G., Faye M.D., Dieye P.N., Coord., L'Agriculture sénégalaise à l'épreuve du marché. Paris, France, Karthala, p. 305-328.

DUTEURTRE G., 2007, Commerce et développement de l'élevage laitier en Afrique de l'Ouest : une synthèse. Revue Elev. Méd. vét. trop., 60 (1-4) : 209-223.

DUTEURTRE G., CORNIAUX C., BOUTONNET J.P., 2003, Baisse de la consommation des produits laitiers en Afrique sub-saharienne : mythe ou réalité ? Renc. Rech. Ruminants, 2003, 10 : 323-326.

FAURE Y-A, LABAZEE P., 2000, Petits patrons africains – Entre l'assistance et le marché. Karthala, 644 p.

ISRA, 2009, Mon lait, je l'aime local : produits et savoir-faire laitiers en Afrique de l'Ouest. Livret de l'exposition itinérante 2009. Dakar, Sénégal, Isra-Bame, 26 p.

JACQUINOT M., 1986. Les Minilaiteries : Petites unités industrielles de transformation du lait », Dossier n°9, Coll. « Le Point Sur », Gret (Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques), Paris, 133 p.

LAMBERT J.C., 1988. La transformation laitière au niveau Villageois. Etudes FAO Production et Santé Animales n° 69, consulté sur <http://www.fao.org/docrep/003/X6934F/X6934F00.htm#TOC> en fév. 2011.

LAUMOND M., CORNIAUX C., GAUTIER D., 2009 : Etude de la dynamique du bassin de collecte de Kassela et de l'écoulement de la production à Bamako (Mali). Mémoire de Master 2 de Géographie, Université de Toulouse, France, août 2009. 59 p.

LHOSTE F., 2007, Limites de l'application de la méthode de conservation du lait cru par le système lactoperoxydase en Afrique de l'Ouest. Revue Elev. Méd. vét. trop., 60 : 171-176.

METZGER R., CENTRES J.M., THOMAS L., LAMBERT J.C., 1995, L'approvisionnement des villes africaines en lait et produits laitiers. Etudes FAO, Production et santé animales, n°124. GRET-FAO, Rome, Italie. 105 p.

MOLINA S., Gautier D., Ninot O., Corniaux C., 2008 : Organisation de la production laitière en périphérie urbaine en Afrique de l'Ouest – cas de la route de Koulikoro en périphérie de Bamako (Mali). Mémoire de master 1 de Géographie, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, Paris, France, sept 2008. 139 p. et annexes

MORIN G., COULIBALY D., CORNIAUX C., POCCARD-CHAPUIS R., SIDIBE S.I., MOULIN C.H., 2007, Dynamiques des unités de production laitière dans le bassin d'approvisionnement de la ville de Ségou au Mali. Revue Elev. Méd. vét. trop., 60 : 89-101.

OUOLOGUEM B, COULIBALY D, POCCARD-CHAPUIS R, CORNIAUX C, KASSAMBARA I, COULIBALY MD, NIANG M, BENGALY K., 2008. Production, commercialisation et consommation de lait et produits laitiers en zones périurbaines du Mali. Rapport final de recherche du projet Bov 9-2 (FSP), IER, Bamako, Mali, février 2008. 98 p.

OXFAM, 2005. Le commerce du lait : un concentré d'injustices ! <http://www.oxfamsol.be/fr/Le-commerce-du-lait-un-concentre-d,957.html>.

Ministère de l'Elevage et de la Pêche, 2008. Stratégie de valorisation du lait cru local au Mali. Bamako, oct 2008. 44 p.

PINAUD S., 2007 : Etude du réseau de distribution des produits laitiers à base de poudre de lait à Bamako – Description des acteurs et du poids des relations sociales. Mémoire de Master 1, Paris X Nanterre, France, oct 2007. 100 p.

PINAUD S., 2008 : Le commerce du lait en poudre – entre production et échange, de la France à Bamako. Mémoire de Master 2, Paris X Nanterre, France, oct 2008.

POCCARD-CHAPUIS R, CORNIAUX C. 2007. Dynamiques de structuration des bassins laitiers : comparaison entre l'Amazonie brésilienne et le Mali. *Revue Elev. Méd. Vét. Pays trop.* 60 (1-4). 141-152.

POCCARD-CHAPUIS R., CORNIAUX C., 2007b. La demande urbaine en produits laitiers : contrastes entre la capitale et les villes secondaires du Mali. *Renc. Rech. Ruminants*, 2007, p.454.

PRODEVALAIT, 2012. Bilan PRODEVALAIT (2009, 2010, 2011) et programmation 2012. Prodévalait, Bamako, fev 2012. 47 p.

PRODEVALAIT, 2012. Plan de développement de la filière laitière au Mali. Prodévalait, Bamako, novembre 2012. 36 p.

SCHNEIDER M., KOUYATE H., FOKOU G., ZINSTAG J., TRAORE A., AMADOU M., BONFOH B., 2007, Dynamiques d'adaptation des femmes face aux transformations des systèmes laitiers périurbains en Afrique de l'Ouest. *Revue Elev. Méd. vét. trop.*, 60 : 121-131.

ANNEXE – Liste des minilaiteries collectant du lait local au Mali

Noms laiterie	localités	Années de création	Qté lait collecté	Nbre d'éleveurs	Nbre d'emplois
Coop lait	Tingolé	2007	120	25	3
Coop lait	Marka coungo	2008	150	34	3
Coop lait	Koro koro	2008	120	43	3
Coop lait	Sadjourou bougou	2010	380	45	5
Coop lait	Sanankoroba	2010	400	33	3
Coop lait	Dialacoroba	2010	150	40	3
Coop lait Sanacoro Djitoumou	Sana coro Djitoumou	2010	200	30	2
Coop lait Sido	SIDO	2009	100	42	3
Coop lait Katibougou	Farabana	2010	250	37	4
Djom Kosam	Moribabougou	2010	100	30	4
Coop des femmes de Koulikoro	Koulikoro	2012	80	50	3
Coop du lait des femmes de Nioro	Nioro	2012	150	50	7
Coop lait diema	Diema	2010	100	40	4
Coop lait de Kayes Samé	Samé	2012	100	50	3
Coop lait Tienfala	Tienfala	2010	500	80	7
Coop lait	Nonsombougou	2010	80	57	4

Coop lait Neguela	Neguela	2011	300	54	7
Coop lait	Konombougou	2010	60	37	3
Coop lait	Zambougou	2010	250	49	5
Coop lait	Koulou	2011	80	45	3
Coop lait	Seguela	2011	90	52	3